

Delphine Rouilleault, l'engagement comme moteur

Les parcours militant et professionnel de Delphine Rouilleault ont affûté son goût pour le politique et l'ont amenée à travailler sur des questions très diverses. Des expériences qui enrichissent la réflexion entre les associations membres du Collectif ALERTE dont elle est désormais présidente.

Le temps d'un café dans une brasserie proche de la Cour des comptes où elle a une réunion sous peu, Delphine Rouilleault fait le point sur les travaux qui l'attendent dans le contexte social et politique actuel. Nouvelle présidente du Collectif ALERTE, animé par l'Uniopss et qui réunit 37 associations de lutte contre la pauvreté, elle est prise ces derniers jours par de multiples sollicitations... en dehors de ses fonctions de magistrate à la Cour des comptes. Ne serait-ce que la semaine dernière, le 3 juillet, elle rencontrait le Premier ministre au titre du Collectif avec d'autres réseaux associatifs. En début de semaine, l'INSEE publiait les chiffres de la pauvreté en France qu'il a fallu décortiquer. La séquence médiatique est intense, mais les idées sont claires. Il faut dire que l'engagement, le plaider, Delphine Rouilleault connaît. L'an dernier encore, elle dirigeait France terre d'asile (FTDA) dont elle avait pris la tête quatre ans plus tôt. Issue d'une famille engagée depuis toujours, elle a elle-même commencé jeune à militer et a tout au long de son parcours mener de front vie professionnelle, citoyenne et familiale à plein régime. La présidence

d'ALERTE arrive aujourd'hui comme un aboutissement, somme toute logique, de tous les chemins pris jusque-là.

Très jeune, Delphine Rouilleault voulait faire des sciences politiques. Mais ayant obtenu son bac à 16 ans, elle se voyait mal, Sciences Po fini, se lancer dans la vie à peine franchi le cap de la vingtaine. Par curiosité, peut-être par challenge aussi, elle fait donc un détour par une prépa HEC. À cette époque, elle devient en parallèle bénévole au Genepi, une association d'étudiants qui interviennent en prison. « *J'ai alors beaucoup travaillé sur les questions d'incarcération des femmes et des mineurs, et notamment sur l'accès à l'éducation. À partir de là, j'ai aussi commencé à militer dans des réseaux plus politiques.* » La préparation de l'École nationale d'administration (ENA) en ligne de mire, elle suit néanmoins le parcours prévu initialement et entre à Sciences Po... avant d'arrêter en cours de route : l'engagement militant prend alors le dessus. Elle entre par la suite, en 2005, chez Syndex, un cabinet d'expertise organisé en SCOP au service des représentants des salariés. « *J'ai passé huit ans là-bas à accompagner des*

équipes syndicales dans le champ de l'industrie chimique et pharmaceutique. Cela m'a beaucoup appris, en me confrontant à la réalité des enjeux du travail, des conditions de travail et des politiques d'emploi. »

Tourbillon professionnel

L'idée de faire l'ENA ne l'a pourtant pas abandonnée. Après la naissance de sa fille, elle décide de passer le troisième concours, qui s'adresse aux candidats ayant eu une expérience professionnelle de huit années. Elle devient élève à l'ENA en 2013. À sa sortie, elle entre le 1^{er} janvier 2015 à la Cour des comptes. Là, « *j'ai travaillé sur les questions de sécurité sociale, en particulier sur son financement, sujet très technique qui m'intéresse beaucoup, sur les politiques de santé aussi. Et j'ai été rapporteure au Comité de suivi des retraites.* » Son expertise devient telle qu'elle prend la direction du cabinet du directeur général de l'Assurance maladie de l'époque, Nicolas Revel. « *J'ai notamment géré le début de la crise COVID. Je travaillais 80 heures par semaine dans un tourbillon professionnel passionnant.* » Comment trouve-t-elle le temps alors d'entrer au conseil d'admi-

nistration de France terre d'asile ? Elle rejoint l'association « *par intérêt politique et personnel pour les questions d'immigration, d'aide aux réfugiés.* » Et au moment où le directeur général part, en 2020, le président en place propose à Delphine Rouilleault de prendre la relève. « *J'ai dirigé FTDA pendant quatre ans. C'est un lieu de plaidoyer très important. Ce que j'ai particulièrement apprécié pendant tout ce mandat, c'est l'animation, la participation à des collectifs interassociatifs.* » Après son retour à la Cour des comptes, l'engagement associatif ne faiblit pas pour autant. Membre du conseil d'administration de l'Uniopss, de Plan international, du Centre Primo Levi, elle croit « *fondamentalement en l'importance du cadre associatif et à la puissance de la société civile pour porter des paroles de transformation sociale.* »

Des combats multiples

Or, le contexte est le suivant : selon l'INSEE, entre 2022 et 2023, 650 000 personnes sont tombées dans la pauvreté. « *Ces chiffres sont absolument alarmants. La lutte contre la pauvreté avait été présentée en 2017 comme grande cause par le président de la République et, dans les faits, s'est traduite par un désengagement progressif des gouvernements successifs.* » Dans ce cadre, le secteur associatif que rassemble ALERTE revêt un caractère indispensable. Pourtant, de ce secteur aussi, l'État se désengage. « *Aujourd'hui, le gouvernement estime que les associations deviennent une source d'économie comme une autre.* » Le 3 juillet dernier, face au Premier ministre, « *nous avons porté collectivement la voix de notre inquiétude, y compris sur le climat politique extrêmement stigmatisant pour les personnes pauvres, pour les personnes étrangères et de manière générale pour le secteur associatif. Nous pouvons craindre que des évolutions législatives récentes aient des conséquences dramatiques pour les plus pauvres, comme*



7 janvier 1980

Delphine Rouilleault naît à Paris.

1^{er} janvier 2015

Elle sort de l'École nationale d'administration (ENA).

24 juin 2025

Elle devient présidente du Collectif ALERTE.

la loi Kasbarian-Berger sur les expulsions locatives ou la loi plein emploi qui conditionne le versement du RSA à la réalisation, par les allocataires, de quinze heures d'activité par semaine ». Seuls éléments positifs à l'issue de la rencontre : le secteur de l'hébergement attendait depuis longtemps la pérennisation du parc d'hébergement d'urgence à 203 000 places, et la ministre Valérie Létard a pris l'engagement qu'elles soient budgétisées dès le projet de loi de finances initial. « *Par ailleurs, nous alertons sur les 40 millions d'euros de crédits exceptionnels d'aide alimentaire en 2024 non reconduits en 2025. Catherine Vautrin a annoncé que seuls 10 millions seraient reconduits. Il y a donc 30 millions d'euros en moins d'aide alimentaire donnés aux associations en 2025* ». Le Collectif ALERTE s'est également beaucoup mobilisé pour demander le respect de la loi de 2008 sur le RSA, dont l'article 1^{er} prévoit que le gouvernement doit s'engager à définir un objectif de réduction

de la pauvreté, ce qui n'a jamais été fait. « *Le Premier ministre a répondu à cette demande en confiant au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) le soin de définir cet objectif. Très bien. Mais le but n'est pas que le CNLE définisse un objectif, c'est que le gouvernement se dote d'un véritable plan de réduction de la pauvreté pour atteindre cet objectif.* »

Selon Delphine Rouilleault, nous sommes dans une période très inquiétante pour notre démocratie et les forces du secteur associatif ne doivent pas se perdre, mais se démultiplier. « *D'autant que nous entrons dans une phase où ALERTE aura à porter un plaidoyer fort auprès des candidats pour les élections municipales et présidentielle.* »

Stéphanie Barzasi